



# DIRE

“DROIT, INFORMATION ET RECHERCHE CROISÉES”

PROGRAMME DE RECHERCHE  
POUR LE DÉVELOPPEMENT 2022-2027



Publié en 2023 par DIRE, « Droit, information et recherche croisées »  
02 Bugabo, Avenue de la Mission, Kadutu, Bukavu  
Sud-Kivu, République démocratique du Congo

DIRE un projet de l'Université Catholique de Bukavu, de l'Université Catholique de Louvain et de l'Université Libre de Bruxelles accompagnées des organisations de la Société civile de Bukavu. Il est financé par l'Académie de Recherche et d'Enseignement (ARES).

Ce document est un outil de communication du projet à l'usage des partenaires, des médias et du public.

CONCEPTION : Emmak Bigosi

CARTE EST RD CONGO: © The Rift Valley Institute 2012

COUVERTURE INTÉRIEUR: © DIRE, UCB, CERDHO

Photographies de Emmak Bigosi, DIRE & Service de Relations extérieures et communication de l'Université Catholique de Bukavu.

DROITS: Copyright © DIRE 2022

NON-COMMERCIAL

Ce document peut être téléchargé gratuitement sur le site <https://ucbukavu.ac.cd>



DIRE, « Droit, Information et Recherche croisées » est un nouveau concept au sein du secteur de recherche scientifique en République démocratique du Congo. Ce Programme quinquennal 2022-2027 regroupe l'Université Catholique de Louvain (UCLouvain) et l'Université Catholique de Bukavu (UCB), appuyées par l'ARES, afin de mener des activités de recherche d'intérêt général dans la zone Est de la République démocratique du Congo.

Sous la coordination des Professeurs Sylvie Sarolea et Trésor Maheshe, les parties prenantes partagent une même vision de l'avenir de la sauvegarde des droits de la personne à travers les sciences juridiques ainsi que l'information et communication.

Le projet s'attache à un cadre stratégique commun incluant la mobilisation des personnes comme acteurs de changement ; la co-crédation, le transfert et l'application des connaissances pertinentes tout en renforçant l'interface science-communauté.

Ce document est conçu sur base des éléments du dossier-projet et constitue un outil de travail de DIRE dans sa dimension « Relations publiques et communication ». Il explique sommairement les fondamentaux du Programme et présente les différents outils de communication qu'utiliseront les acteurs durant la période d'exécution.

## Contenu

Le Projet .....	3
Les objectifs .....	4
La zone de mise en œuvre.....	4
Public cible .....	7
Les parties prenantes .....	8
L'approche méthodologique .....	8
Les outils de communication .....	9
Stratégies et coûts .....	10
Echéancier et priorisation .....	11



## Le Projet

Face aux violations des droits humains, les approches développées sont le plus souvent stato-centrées (top down). Une démarche fondée sur l'action institutionnelle est tributaire de l'action politique (et de ses carences) et de facteurs externes (géopolitiques, socio-économiques). La démarche bottom up du projet part à l'inverse des potentialités du terrain et plus particulièrement des dynamiques des acteurs de la justice et des acteurs médiatiques (au sens large). Ces derniers sont intégrés à la société civile (journalisme citoyen, rapportage, plaidoyer) et en sont des relais. Il s'agit d'acteurs-clés dans la chaîne des faits (violations des DH) - justice, jusqu'au sentiment de justice. Les faits bruts (cherchés, relatés, rapportés) peuvent devenir des faits (documentés) utilisables en justice; le processus juridictionnel (dans sa diversité) utilise ces sources et rend des décisions reçues par leurs récipiendaires (victimes, auteurs, mais aussi la société civile). Outre la question des réparations, ce processus contribue-t-il à un "sentiment" de justice?

Face à un contexte institutionnel incertain, en échec pour assurer l'effectivité de la protection des DH, dans une sous-région en proie à une insécurité et à des incidents ou conflits récurrents, DIRE se donne pour objectif de comprendre, et par là d'améliorer, la collaboration entre les acteurs et la manière dont ils mobilisent leurs ressources, envers et malgré le contexte. Il s'agit ainsi de renforcer leur contribution commune à la protection des droits humains.

DIRE émane d'une longue série de réflexions en lien aux collaborations entre l'UCLouvain et l'Université Libre de Bruxelles dans les Grands Lacs, notamment avec l'UCB. Né à Bukavu lorsque, après sa formation doctorale à l'UCLouvain, Trésor Maheshe est nommé Professeur de Droit international à l'UCB ; ce projet vient d'une volonté d'y développer une recherche en droits humains en partenariat avec les acteurs de la société civile qui sont aussi Docteurs Honoris Causa de l'UCLouvain et de l'ULB. Il s'agit notamment de Venantie Bisimwa (Réseau des Femmes pour le Développement et la Paix, RFDP) et feu Solange Lusiku (Journal Le Souverain Libre) (UCLouvain) et Dr. Denis Mukwege (Fondation Panzi) (ULB). Il trouve sa motivation également dans les potentialités du Centre Régional des droits de l'homme et Droit international humanitaire (CERDHO) de l'UCB qui regroupe en son sein de chercheurs pluridisciplinaires engagés à développer ces synergies. Au-delà des juristes, les chercheurs en sciences sociales ont été mobilisés ainsi que les acteurs de la presse locale. L'intérêt du projet est également de poser les bases d'une formation en journalisme à l'Université Catholique de Bukavu au regard du rôle crucial des médias dans la région de Grands lacs. Plus tard, afin d'obtenir l'acceptation du projet, d'autres collègues ont été mobilisés : le Professeur Benoît Grevisse qui maîtrise bien la dimension journalisme dans la région ; feu M-S. Frère ; M. Fierens et P. De Boeck. Le volet socio-anthropologie a nécessité d'associer le Prof. Scalia qui enseigne le droit pénal en recourant aux méthodes empiriques. En République démocratique du Congo, le projet compte alors s'appuyer sur les partenariats avec la société civile (RFDP, Fondation Panzi, Debout congolaises) et de la justice (Magistrats, Avocats) dont les acteurs ont contribué à sa formulation.

## Les objectifs

Le projet se donne pour objectif, en partant d'une approche bottom up, de mieux comprendre comment ces acteurs de terrain du monde de la justice et des médias, en ce compris citoyen (société civile) interagissent et participent à la protection des droits humains. DIRE analyse de la base ce que les autorités expriment le souci de prendre en charge top down.

Outre la gestion, les activités menées ciblent quatre objectifs: comprendre par la recherche inter- et disciplinaire, la confiance et des réflexes de collaboration par l'intervision avec les acteurs de terrain et entre eux, documenter tant ces derniers que les chercheurs et diffuser des résultats, en ce compris en formes vulgarisées, en ce qu'ils contribuent à donner des outils.

La gestion du projet coordonne les activités menées par et entre les équipes de recherche, les acteurs de terrain et les partenaires. Des comités (pilotage, gestion, scientifiques) sont créés et se réunissent à intervalles réguliers.

La recherche est réalisée au travers trois thèses interconnectées par une approche systémique de la chaîne faits – droit – justice. La thèse, en sciences du journalisme, permet d'analyser le rôle des médias dans le traitement des faits qui servent de sources pour la justice, notamment au travers du journalisme dit citoyen. La recherche doctorale en sciences juridiques vise à comprendre la manière dont le processus de justice se saisit de ces faits au sens technique mais aussi au travers l'interaction des acteurs de la justice entre eux et avec les acteurs-sources. Outre la question de l'exécution et des réparations, dire le droit peut ne pas suffire à générer un sentiment de justice qui répondrait adéquatement aux besoins. La troisième thèse en recherche empirique en droit étudie ce volet. Les recherches ont en commun une démarche empirique auprès des acteurs de la justice et des médias, outre les victimes et les auteurs.

## La zone de mise en œuvre

Depuis 25 ans, la RDC est le théâtre de violations graves des droits humains et du droit international humanitaire. En 2020, le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits (BCNUDH) a documenté 7.909 actes en RDC. Le Kivu est particulièrement touché. Le baromètre sécuritaire du Kivu indique une augmentation des violations des droits humains, en lien avec la "détérioration de la situation sécuritaire dans les provinces affectées par le conflit armé".



La mise en œuvre de ce projet a lieu en République démocratique du Congo. Les travaux de terrain s'effectuent spécifiquement dans les zones orientales touchées par le cycle de violence entraînée par les multiples guerres. Sans se focaliser uniquement sur ces régions, l'étude s'inscrit dans la dynamique des liens qu'elles entretiennent avec les milieux et les peuples environnant. Une partie de la recherche s'effectue à l'Université Catholique de Louvain ainsi qu'à l'Université libre de Bruxelles où trois chercheurs effectuent leur formation doctorale.

[Pour l'illustration des zones d'études, veuillez tourner la page >>>](#)





Carte . Quelques régions couvertes par le Projet DIRE à l'Est de la République démocratique du Congo



# Les parties prenantes

Trois universités interviennent au cœur de ce projet : l'Université Catholique de Louvain, l'Université Catholique de Bukavu et l'Université Libre de Bruxelles.

L'exécution générale du projet est confiée :

- Pour l'UCLouvain : à la Professeure Sylvie Sarolea, coordonnatrice belge
- Pour l'UCB : le Professeur Trésor Maheshe Musole, coordonnateur local
- Pour l'ULB : le Professeur Damien Scalia, partenaire
- Pour l'UCLouvain : le Professeur Benoît Grevisse, partenaire
- Pour l'UCLouvain : Mme Christine Flamand, chercheuse, partenaire
- Pour l'UCLouvain : Philippe Deboeck, chargé de cours, partenaire
- Pour l'ULB : Marie Fierens, chargée de cours, partenaire ;
- Pour l'UCB : Justin Rudahindwa Nyorha, chargé de cours ;
- Pour l'UCB : Séraphin ashagaluke Cherubala, chargé de cours ;
- Pour l'UCB : le Professeur Pacifique Magadju ;
- Pour l'UCB : le Professeur Arnold Nyaluma ;
- Pour l'UCB : le Professeur Charles Kakule.

Les organisations de la société civile (Fondation Panzi, RFDP, Débout congolaises) et les acteurs de la justice (maistrats, avocats) sont également des partenaires à ce projet.



Prof. Sylvie Sarolea (UCLouvain)  
et Prof. Trésor Maheshe (UCB), coordonnateurs

# Le public cible

Parmi les groupes cibles, l'on distingue :

**Acteurs de la société civile:** “troisième secteur” de la société, aux côtés du gouvernement et du monde des affaires. Elle comprend des organisations de la société civile et les organisations non-gouvernementales;

**Monde de la justice:** consulté et impliqué (magistrats, des juridictions civiles et militaires, en ce compris le parquet; avocats et défenseurs judiciaires; acteurs de la chaîne judiciaire, notamment officiers de police judiciaire mais aussi le personnel des greffes)

**Acteurs médiatiques** (Journalistes professionnels; Journalistes-citoyens);

**L'UCB** [renforcement des capacités humaines par 3 nouveaux chercheur.se.s et potentiellement enseignants; contributions aux trois piliers de l'UCB : recherche (thèses, implication des assistants), service à la société (études de terrain, intervisions, réseau, documentation) et enseignement (e-library, implication des étudiants)].

**Les bénéficiaires finaux** du projet sont la population du Kivu, notamment les femmes qui sont les premières victimes des violations des droits humains, fragilisant ainsi en chaîne toute la population; les acteurs de la gouvernance politique et les institutions congolaises au niveau national et local, avec qui les résultats intermédiaires et finaux et des recommandations seront partagés et discutés; les chercheurs et étudiants d'autres institutions d'enseignement de Bukavu (UOB, UEA) et dans la sous-région, les problématiques ciblées étant en partie communes.

## L'approche méthodologique

L'ambition d'une saisie systémique de ces enjeux et la multiplicité des acteurs qu'elle induit, demande une approche méthodologique ancrée sur le terrain, interactionniste et clairement balisée. La démarche empirique est basée sur une approche ethnographique. Une première vague exploratoire visera à contextualiser le paysage médiatique et à sélectionner un panel significatif de rédactions et de journalistes reflétant la diversité médiatique. La réduction méthodologique du terrain se fera également sur la base de casus, sélectionnés en concertation avec l'ensemble des acteurs du projet DIRE, afin d'assurer une transversalité de la démarche et des résultats. Ces cas de violations des droits humains feront l'objet d'une analyse mettant en tension analyse de récits de pratique, observation participante et analyse de narratologie médiatique. L'ambition est de suivre diachroniquement l'émergence et l'évolution de traitement de cas de violation des droits humains dans le récit médiatique.

Au travers d'une approche systémique et interdisciplinaire, trois recherches sont menées en journalisme et en droit, avec une dimension socio-anthropologique, en ayant largement recours aux méthodes empiriques. Des activités d'intervision sont organisées entre acteurs pour renforcer leurs capacités conjointes, mais aussi celles de l'UCB en recherche appliquée, avec un ancrage de terrain.



# Les outils de communication

DIRE bénéficiera d'un appui technique des Services de l'Université Catholique de Bukavu (Relations extérieures, communication et protocole, Informatique et Digitalisation). Plusieurs outils modernes de communication seront mis à profit afin de diffuser les connaissances produites par les chercheurs suivant les modes d'information traditionnels et modernes accessibles aux communautés de la région et aux partenaires.

## Cahiers du CERDHO

Avec une publication bisannuelle, les cahiers du CERDHO seront enrichis d'un éditorial de type journalistique mettant l'information juridique en contexte.

## Dossiers thématiques

Une fois par an, un dossier thématique est conçu par les trois équipes en collaboration avec les partenaires.

## Intervisions

Outre les interactions entre équipes de recherche, deux semaines d'intervision sont organisées afin qu'il y ait des échanges entre les acteurs de la justice et les acteurs médiatiques ainsi qu'entre eux pour qu'ils se (re)connaissent et développent une aptitude à interagir en confiance.

## Plateforme documentaire

Afin d'offrir les ressources informatives accessibles et fiables aux acteurs de terrain, une plateforme mixte est créée et enrichie par un travail collaboratif et comporte les produits du projet et une bibliothèque numérique.

## Annuaire

Pour diffuser les résultats des recherches et des recommandations auprès des groupes cibles du projet mais aussi des destinataires finaux, un annuaire est créé. Il est nourri des contacts de manière longitudinale. En plus des thèses, la vulgarisation est assurée par différents outils notamment les dossiers thématiques, les abstracts, les recommandations.



## Conférences

Deux conférences et un colloque final ouverts au grand public sont organisés pour diffuser et discuter des hypothèses et des résultats des recherches menées au sein du projet.

## Emissions radiodiffusées

Présenter les activités du projet et les résultats intermédiaires au sein des médias locaux et internationaux afin de promouvoir le projet dans l'opinion.

## Flyers et brochures

Vulgariser les axes stratégiques et les approches méthodologiques afin de faciliter l'appropriation du projet par le public cible. Améliorer l'image du projet auprès des partenaires et du bailleur.

## Numérique

Diffuser les productions du projet au grand public grâce à la présence sur le web et via les réseaux sociaux.

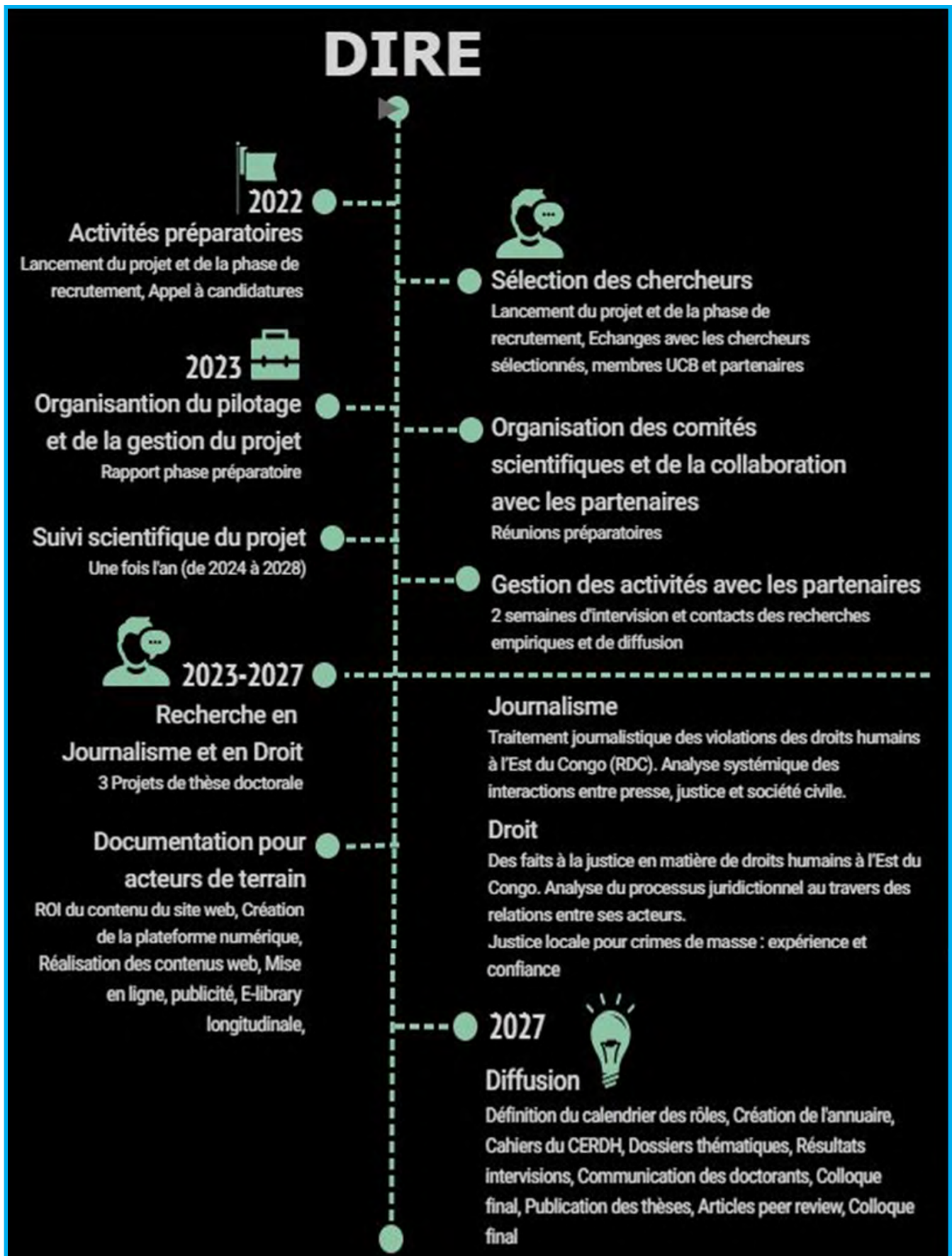
## Stratégie et coûts

La stratégie de DIRE dans la mise en oeuvre des activités du projet est le travail d'équipe. Il s'agit d'une concertation permanente entre l'équipe de coordination du projet, les équipes scientifiques, les chercheurs, les partenaires locaux du projet, les Universités partenaires du Nord et Sud ainsi que les prestataires des services locaux, lorsque ce sera nécessaire.

Les activités répondent aux coûts initiaux prévus dans le budget du projet ainsi que d'interventions du personnel en vertu des engagements des parties prenantes. Le projet compte recourir, pour l'expertise non disponible au sein de l'Université Catholique de Bukavu, aux interventions des prestataires locaux. La vulgarisation par les médias se fera conformément à la collaboration existante entre l'Université Catholique de Bukavu, DIRE et les différents médias identifiés comme partenaires au projet.



# Echéancier et priorisation







**Pour plus d'informations sur le Projet DIRE, nous contacter à:**

[dire@ucbukavu.ac.cd](mailto:dire@ucbukavu.ac.cd)

[info@ucbukavu.ac.cd](mailto:info@ucbukavu.ac.cd)

Prof. Sylvie Sarolea ([sylvie.sarolea@uclouvain.be](mailto:sylvie.sarolea@uclouvain.be))

Prof. Trésor Maheshe ([maheshe.musole@ucbukavu.ac.cd](mailto:maheshe.musole@ucbukavu.ac.cd))

<https://ucbukavu.ac.cd>



[@direucbukavu](#)

